

(N° 305)

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 23 MAI 1923.

Proposition de loi concernant l'incinération facultative
des cadavres humains ⁽¹⁾.

RAPPORT COMPLÉMENTAIRE

FAIT, AU NOM DE LA COMMISSION ⁽²⁾, PAR M. **COCQ**.

MESSIEURS,

Les amendements présentés par le Gouvernement à la proposition de loi concernant l'incinération facultative des cadavres humains qui avait reçu un accueil favorable au sein de la Section centrale [voir Rapport du 16 mai 1922, document n° 233 (session de 1921-1922)] ont été, de la part de celle-ci, l'objet d'un examen attentif. Ces amendements apportent à certains articles une rédaction plus précise; d'autre part, ils modifient certaines dispositions dans un sens restrictif. Dans leur ensemble, et sous réserve des observations formulées ci-après, ils ont rencontré l'approbation de la majorité de votre Section centrale.

ARTICLE PREMIER.

La rédaction proposée par le Gouvernement et adoptée par la Section est la suivante :

L'incinération des corps est permise dans les conditions prescrites par la présente loi, ainsi que par les arrêtés royaux qui en assurent l'exécution.

(1) Proposition de loi, n° 87 (1921-1922).

Rapport, n° 233 (1921-1922).

Amendements, n° 100.

(2) La Section centrale, présidée par M. MECHELYNCK, était composée de MM. GOLLIER, DE JAEGER, DU BUS DE WARNAFFE, OZERAY, COCQ et ERNEST.

ART. 2.

La proposition de M. Buisset prévoyait la création de fours crématoires par des particuliers, dûment autorisés, là où n'existeraient pas de fours crématoires communaux. Le Gouvernement propose d'en réserver le monopole aux communes et aux associations de communes, autorisées par arrêté royal, et de rédiger l'article 2 comme suit :

Une délibération du Conseil communal, approuvée par le Roi sur l'avis de la Députation permanente, peut décider qu'il sera créé un four crématoire dans la commune.

Deux ou plusieurs communes peuvent, moyennant le même avis et la même autorisation, s'associer en vue de la création d'un four crématoire.

Il propose, en outre, d'ajouter dans un 3^e alinéa la disposition ci-après que la Section centrale approuve, mais qu'elle estime devoir faire l'objet d'un article séparé qui deviendrait l'article 2^{bis}.

ART. 2^{bis}.

L'incinération dans une commune autre que celle du décès, ainsi que le transport des cendres dans une commune autre que celle de l'incinération, pourront avoir lieu dans les conditions déterminées par un arrêté royal.

ART. 3.

Le Gouvernement propose de rédiger comme suit cet article qui concerne les conditions requises pour la création et le fonctionnement d'un four crématoire.

Un arrêté royal déterminera les conditions auxquelles il y aura lieu de se conformer pour la création et le fonctionnement d'un four crématoire. Il prescrira les règles à observer pour que les lieux de sépulture reçoivent les aménagements nécessaires à la conservation ou à l'inhumation des cendres provenant des corps incinérés.

Les dispositions ci-dessus ne portent pas préjudice aux attributions dont les administrations communales sont investies à l'égard des lieux de sépulture.

La Section se rallie à cette rédaction.

ART. 4.

Cet article règle les conditions requises par l'obtention de l'autorisation à octroyer par l'officier de l'état civil aux fins d'incinération. Le Gouvernement propose d'exiger à la fois la production d'un acte de dernière volonté du défunt et d'une demande écrite de la personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles.

D'autre part, il propose de supprimer les alinéas 2 et 3 du 1^{er} stipulant que l'acte de volonté concernant la disposition de la dépouille mortelle aura la même force qu'une disposition relative aux biens et sera soumis aux mêmes règles quant à sa révocation.

Bien que cette stipulation se justifie entièrement et soit de nature à éviter des contestations et des difficultés, la Section, voulant épargner tout débat de nature à retarder la solution de la question, s'est ralliée à la rédaction proposée par le Gouvernement qui serait donc la suivante :

L'incinération ne peut avoir lieu qu'après autorisation de l'officier de l'état civil du lieu du décès sur le vu des pièces suivantes :

1° Une demande écrite du membre de la famille ou de toute autre personne ayant qualité pour pourvoir aux funérailles ; cette demande indiquera le lieu où doit s'effectuer l'incinération ;

2° Un acte émané du défunt exprimant la volonté formelle de faire incinérer ses restes mortels et soumis aux conditions de capacité et de forme requises pour la validité des actes testamentaires ;

(Suppression des alinéas 2 et 3 du 1° de l'article 4 de la proposition de loi.)

3° Un certificat du médecin traitant affirmant qu'il n'y a pas de signes ou indices de mort violente ;

4° Le rapport d'un médecin assermenté, commis par l'officier de l'état civil, pour vérifier les causes du décès et certifiant qu'il n'y a pas de signes ou indices de mort violente.

Les contestations relatives aux conditions visées sous le 1° et le 2° du présent article sont portées devant le juge des référés du lieu du décès.

Sauf en cas de contestation de ce genre, l'autorisation devra être accordée, s'il y a lieu, dans les vingt-quatre heures qui suivront le dépôt de la demande et des pièces annexées.

ART. 5.

L'article 5 prévoit le cas où par suite de doute quant à l'attribution de la mort à une cause naturelle le Procureur du Roi doit être saisi de la requête.

Le Gouvernement propose la rédaction suivante, à laquelle se rallie la Section :

L'officier de l'état civil, s'il croit devoir refuser l'autorisation, transmet la requête et ses annexes au Procureur du Roi de l'arrondissement.

Cette transmission est obligatoire lorsque le certificat du médecin traitant et le rapport du médecin assermenté ne peuvent affirmer qu'il n'y a pas de signes ou indices de mort violente, lorsqu'il existe des circonstances qui permettraient de soupçonner qu'il y a eu mort violente et lorsque le défunt n'a pas été soigné par un médecin pendant sa dernière maladie.

Cet article précise le rôle du Procureur du Roi saisi par l'officier de l'état civil. Le Gouvernement propose de procéder comme il est dit à l'article 81 du Code civil, ainsi conçu :

« Lorsqu'il y aura des signes ou indices de mort violente, ou d'autres circonstances qui donnent lieu de le soupçonner, on ne pourra faire l'inhumation qu'après qu'un officier de police, assisté d'un docteur en médecine ou en chirurgie,

aura dressé procès-verbal de l'état du cadavre, et des circonstances y relatives, ainsi que des renseignements qu'il aura pu recueillir sur les prénoms, nom, âge, profession, lieu de naissance et domicile de la personne décédée. »

Le Procureur du Roi pourra aussi ordonner, s'il y a lieu, l'autopsie. Il fera, en tout cas, savoir à l'officier de l'état civil s'il s'oppose ou non à l'autopsie. Celui-ci n'autorisera qu'à défaut d'opposition du Parquet.

Ce sont ces dispositions que le Gouvernement propose de formuler comme suit :

Le Procureur du Roi procède comme il est dit à l'article 81 du Code civil et ordonne, s'il y a lieu, l'autopsie.

L'incinération ne peut être autorisée qu'après qu'il a fait connaître à l'officier de l'état civil qu'il ne s'y oppose pas.

Quant au dernier alinéa de l'article 6 relatif au droit de la famille de faire assister un médecin de son choix à l'autopsie, le Gouvernement propose de le transformer en un article séparé ainsi libellé :

ART. 7.

La famille ou ⁽¹⁾ la personne qualifiée pour pourvoir aux funérailles peut toujours faire assister à l'autopsie un médecin de son choix.

ART. 8.

L'article 7 de la proposition Buisset relatif aux frais de l'autopsie devient l'article 8 du projet amendé par le Gouvernement et est ainsi rédigé :

Les frais d'autopsie tarifés et recouvrés comme en matière de justice pénale sont à la charge de la succession.

ART. 9.

Un nouvel article concernant les formalités à remplir en cas d'incinération dans une autre commune est ajouté par le Gouvernement et libellé comme suit :

Si l'incinération doit être faite dans une commune autre que celle du décès, il doit en outre être justifié de l'autorisation de transporter le corps délivré par l'officier de l'État civil du lieu du décès.

La Section estime que cette disposition pourrait disparaître et figurer dans l'arrêté royal prévu à l'article 2^{bis}.

(1) Le texte du Gouvernement porte la conjonction *et*. C'est évidemment où qu'il faut lire.

ART. 10.

Enfin, le dernier article du projet amendé par le Gouvernement reproduit en le corrigeant légèrement le texte de l'article 8 de la proposition Buisset :

Les contrevenants aux dispositions de la présente loi seront punis des peines de police sans préjudice des autres peines prévues par les lois.

* * *

En résumé, la majorité de la Section centrale s'est entièrement ralliée, sous réserve de l'observation faite sur l'article 9, aux amendements présentés par le Gouvernement. Elle propose à la Chambre d'adopter la proposition ainsi modifiée.

Le Rapporteur,

FERNAND COCQ.

Le Président,

A. MECHELYNCK.

(6)

(1)

(N° 308)

Kamer der Volksvertegenwoordigers

VERGADERING VAN 23 MEI 1923.

Wetsvoorstel ten doel hebbende de lijkverbranding toe te laten ⁽¹⁾.

AANVULLEND VERSLAG

NAMENS DE MIDDENAFDEELING ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR DEN HEER **COCQ**.

MIJNE HEEREN,

In de Middenafdeeling — zooals blijkt uit het verslag van 16 Mei 1922, Stuk n° 233 (zittingsjaar 1921-1922) — werd een zeer aandachtig onderzoek gewijd aan de amendementen, door de Regeering ingediend op het wetsvoorstel betreffende de lijkverbranding, welk voorstel in de Middenafdeeling een gunstig onthaal was te beurt gevallen. Deze amendementen geven aan sommige artikelen eene duidelijker zinswending; anderzijds, wijzigen zij sommige bepalingen met daaraan een beperkenden zin te geven. Onder voorbehoud van de hierna volgende bemerkingen, hebben deze amendementen, gezamenlijk, de goedkeuring van de meerderheid uwer Middenafdeeling verworven.

EERSTE ARTIKEL.

De volgende tekst werd door de Regeering voorgesteld en door de Middenafdeeling goedgekeurd :

De lijkverbranding wordt toegelaten onder de voorwaarden bepaald bij deze wet, alsmede bij de Koninklijke besluiten tot tenuitvoerlegging daarvan.

(1) Wetsvoorstel, n° 87 (zittingsjaar 1921-1922).

Verslag, n° 233 (zittingsjaar 1921-1922).

Amendementen, n° 100.

(2) De Middenafdeeling, voorgezeten door den heer MECHÉLYNCK, bestond uit de heeren GOLLIER, DE JAEGER, DU BUS DE WARNAFFE, OZERAY, COCQ en ERNEST.

ART. 2.

Het voorstel van den heer Buisset voorzag het tot stand brengen van lijkverbrandingsovens door daartoe behoorlijk gemachtigde bijzondere personen in die plaatsen, waar geene gemeentelijke ovens zouden bestaan. De Regeering stelt voor het monopolie daarvan te geven aan de gemeenten of vereenigingen van gemeenten, daartoe bij Koninklijk besluit gemachtigd, en artikel 2 te doen luiden als volgt :

Bij besluit van den gemeenteraad, goedgekeurd door den Koning op advies van de Bestendige Deputatie, kan beslist worden dat in de gemeente een lijkverbrandingsoven zal opgericht worden.

Twee of meer gemeenten kunnen, op gelijk advies en na dezelde goedkeuring, zich vereenigen tot het oprichten van een lijkverbrandingsoven.

Zij stelt, daarenboven, voor : in een derde alinea de navolgende bepaling bij te voegen, welke door de Middenafdeeling wordt goedgekeurd, hoewel deze van oordeel is dat zij het voorwerp moet uitmaken van een afzonderlijk artikel dat als artikel 2^{bis} zou voorkomen.

ART. 2^{bis}.

De lijkverbranding in eene andere gemeente dan deze van het overlijden, evenals het overbrengen van de asch naar eene andere gemeente dan deze van de lijkverbranding, kunnen geschieden onder de voorwaarden bepaald bij Koninklijk besluit.

ART. 3.

De Regeering stelt voor dit artikel, betreffende de vereischte voorwaarden voor het tot stand brengen en het in werking stellen van een lijkverbrandingsoven, te doen luiden als volgt :

De na te komen voorwaarden tot het oprichten en het in werking stellen van een lijkverbrandingsoven worden bij Koninklijk besluit bepaald. Dit besluit schrijft de regelen voor om in de begraafplaatsen de noodige werken te doen uitvoeren tot het bewaren of het begraven der asch voortkomend van de verbrande lijken.

Bovenstaande bepalingen laten de bevoegdheden der gemeentebesturen in zake begraafplaatsen onverkort.

De Middenafdeeling treedt tot dit opstel toe.

ART. 4.

Dit artikel regelt de voorwaarden die vereischt zijn om de machtiging te bekomen, welke de ambtenaar van den burgerlijken stand moet verleen en om tot de lijkverbranding te mogen overgaan. De Regeering stelt voor de overlegging te eischen en van den uitersten wil uitgaande van den overledene en van eene schriftelijke aanvraag van den persoon die gerechtigd is om voor de lijkplechtigheid te zorgen.

Anderzijds stelt het voor de alineas 2 en 3 van n° 10 te doen wegvallen, waarbij wordt bepaald dat de uiterste wil betreffende de beschikking over het stoffelijk overschot dezelfde kracht zal hebben als eene beschikking aangaande de goederen en, voor de intrekking daarvan, aan dezelfde regels zal onderworpen worden.

Hoewel deze bepaling gansch gewettigd is en van aard om betwistingen en moeilijkheden te vermijden, heeft de Afdeeling, willende ieder debat vermijden van aard om de oplossing der quæstie te vertragen, zich aangesloten bij den tekst der Regëering die dus zou luiden :

Tot de lijkverbranding mag slechts overgegaan worden na machtiging, door den ambtenaar van den burgerlijken stand der plaats van het overlijden verleend op vertoon van de volgende stukken :

1° Eene schriftelijke aanvraag van een lid der familie of van elk anderen persoon gerechtigd om voor de lijkplechtigheid te zorgen ; in deze aanvraag moet worden vermeld de plaats waar tot de lijkverbranding dient te worden overgegaan ;

2° Eene akte uitgaande van den overledene, waarbij wordt uitgedrukt de stellige wil, zijn stoffelijk overschot te doen verbranden ; deze akte moet tevens voldoen aan de vereischten van bekwaamheid en van vorm gesteld voor de geldigheid der akten van laatste wilsbeschikking ;

(Weglating der alineas 2 en 3 van n° 1° van artikel 4 van het wetsvoorstel.)

3° Een bewijsschrift van den b-handelenden geneesheer, waarbij wordt bevestigd dat er geen teekens of blijken van gewelddadigen dood aanwezig zijn ;

4° Het verslag van een beëdigden geneesheer, door den ambtenaar van den burgerlijken stand aangesteld om de oorzaken van het overlijden na te gaan, verslag waarbij wordt bevestigd dat er geen teekens of blijken van gewelddadigen dood aanwezig zijn.

De geschillen betreffende de voorwaarden voorzien bij n° 1° en n° 2° van dit artikel worden voor den rechter in kort geding ter plaats van het overlijden aangebracht.

Behalve wanneer zoodanig geschil zich voordoet, moet de machtiging, bij voorkomend geval, verleend worden binnen vier en twintig uren na het indienen der aanvraag en der bijgevoegde stukken.

ART. 5.

Dit artikel voorziet het geval waar, ten gevolge van twijfel aangaande het toeschrijven van den dood aan eene natuurlijke oorzaak, de Procureur des Konings van het verzoekschrift moet kennis krijgen.

De Regëering stelt den volgende tekst, voor waarbij de afdeeling zich aansluit :

Zoo de ambtenaar van den burgerlijken stand meent de machtiging te moeten weigeren, zendt hij het verzoekschrift en de bijlagen daarvan aan den Procureur des Konings van het arrondissement.

Deze toezending is verplichtend, wanneer het bewijsschrift van den behandelenden geneesheer of het verslag van den beëdigden geneesheer niet kunnen

bevestigen dat er geen teekens of blijken van gewelddadigen dood aanwezig zijn, wanneer er omstandigheden bestaan waaruit men onderstellen kan, dat er gewelddadige dood is en wanneer de overledene, tijdens zijne laatste ziekte, niet door een geneesheer werd verzorgd.

Dit artikel bepaalt nauwkeurig de taak van den Procureur des Konings die door den ambtenaar van den burgerlijken stand daarvan kennis heeft gekregen. De Regeering stelt voor te handelen zooals wordt gezegd in artikel 81 van het Burgerlijk Wetboek, luidende :

« Indien er teekens of blijken mochten aanwezig zijn van een geweldigen dood of andere omstandigheden waaruit men zulks onderstellen kan, mag tot de begraving niet worden overgegaan dan nadat een officier van politie, bijgestaan door een doctor in de genees- of heilkunde, proces-verbaal heeft opgemaakt van den staat waarin het lijk zich bevindt, en van de daarmede betrokken omstandigheden, alsmede van de inlichtingen die hij mocht ingezameld hebben over de vóórnamen, den naam, den ouderdom, het beroep, de geboorte- en woonplaats van den overleden persoon. ».

De Procureur des Konings kan ook, zoo noodig, de lijkschouwing bevelen. In alle geval, zal hij aan den ambtenaar van den burgerlijken stand laten weten of hij zich al dan niet verzet tegen de lijkschouwing. Deze geeft slechts zijne toelating wanneer er geen verzet in vanwege het Parket.

Deze bepalingen stelt de Regeering voor aldus te omschrijven :

De Procureur des Konings handelt zooals is voorgeschreven bij artikel 81 van het Burgerlijk Wetboek, en gelast, bij voorkomend geval, de lijkschouwing.

Tot de lijkverbranding mag niet overgegaan worden dan nadat hij aan den ambtenaar van den burgerlijken stand ter kennis heeft gebracht dat hij er zich niet tegen verzet.

Betreffende de laatste alinea van artikel 6 in zake het recht der nabestaanden om een geneesheer van hun keuze de lijkschouwing te doen bijwonen, stelt de Regeering voor, van die alinea een afzonderlijk artikel te maken, luidende :

ART. 7.

De familie of ⁽¹⁾ de persoon gerechtigd om voor de lijkplechtigheid te zorgen, kan steeds een geneesheer hunner keuze aanstellen om de lijkschouwing bij te wonen.

ART. 8.

Art. 7 van het voorstel Buisset, betreffende de kosten der lijkschouwing, wordt het artikel 8 van het door de Regeering gewijzigd ontwerp, luidende als volgt :

De kosten van lijkschouwing, getarifeerd en ingevorderd als gerechtskosten in strafzaken, komen ten laste van de nalatingschap.

(1) In den tekst van de Regeering staat het voegwoordje *en*. Men leze : *of*.

ART. 9.

Door de Regeering wordt een nieuw artikel toegevoegd betreffende de vormvereischten in geval de lijkverbranding in eene andere gemeente plaats heeft. Dit artikel luidt als volgt :

Moet de lijkverbranding in eene andere gemeente dan in die van het overlijden plaats hebben, dan moet bovendien de machtiging tot het vervoer van het lijk, door den ambtenaar van den burgerlijken stand verleend, worden voorgelegd.

De afdeeling meent dat deze bepaling zou kunnen wegblijven en opgenomen worden in het bij artikel 2^{bis} voorzien Koninklijk besluit.

ART. 10.

Ten slotte, herhaalt het laatste artikel van het door de Regeering gewijzigd ontwerp, mits eene lichte wijziging, den tekst van artikel 8 uit het voorstel Buisset :

De overtreders van de bepalingen dezer wet worden gestraft met de politiestraffen, onverminderd de andere straffen bij de wetten voorzien.

* * *

Kortom, de meerderheid van de Middenafdeeling heeft zich geheel aangesloten bij de amendementen door de Regeering ingediend, mits hetgeen werd gezegd over artikel 9. Zij stelt aan de Kamer voor het aldus gewijzigd wetsvoorstel goed te keuren.

De Verslaggever,
FERNAND COCQ.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.
